

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 635 / Septembre 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e trimestre 2020

La reprise progressive de l'activité permet un léger regain d'optimisme

L'ICA se relève après la chute du premier trimestre

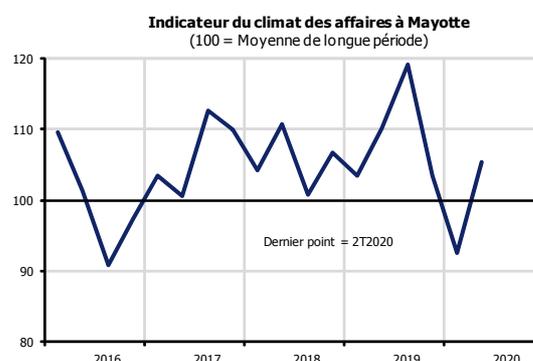
Faisant suite à un premier trimestre marqué par une chute importante, en lien avec la crise sanitaire de la Covid-19, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une hausse sensible au deuxième trimestre (+12,8 points) pour s'établir à 105,4 points.

Nonobstant un environnement social et sanitaire compliqué et une activité sinistrée, ce rebond est porté principalement par des anticipations plus optimistes pour le troisième trimestre.

Toutefois, la baisse d'activité constatée au premier trimestre ainsi que la détérioration des trésoreries se poursuivent. Si l'activité reprend progressivement à la fin du deuxième trimestre, son niveau demeure en deçà de celui enregistré par les entreprises avant le confinement. En effet, 76,5 % des entreprises déclarent une perte de chiffre d'affaires par rapport au deuxième trimestre 2019, avec une chute de plus de 20 % pour 43,1 % d'entre elles.

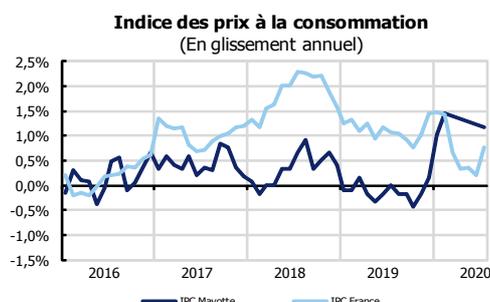
Alors que les prix augmentent entre février et juillet, la consommation des ménages présente des tendances mitigées, entre maintien de la consommation des produits courants et recul de celle des autres types de biens sur les deux premiers trimestres. Les importations sont en repli tandis que la demande d'emploi continue de progresser.

Malgré une prévision d'investissement fortement à la hausse et des attentes d'amélioration dans les délais de paiement et la trésorerie, les chefs d'entreprise sont nombreux à anticiper une dégradation de leur activité pour le trimestre prochain, et ce, dans la plupart des secteurs. Par ailleurs, trois entreprises interrogées sur quatre prévoient une évolution négative de leur chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année 2020 en comparaison à celui de l'année 2019.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une hausse des prix portée par les services et produits alimentaires

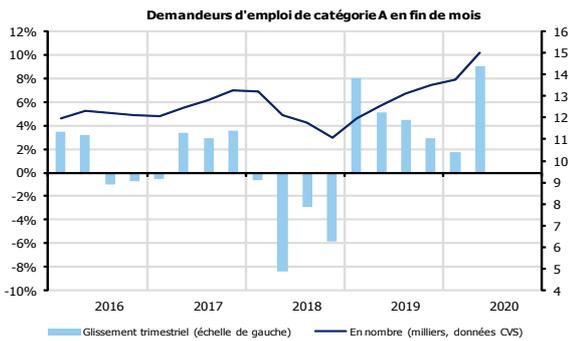


Source : Insee, données mensuelles

L'Indice des prix à la consommation (IPC), calculé uniquement en janvier, février et juillet 2020 en raison du confinement, a progressé de 1,2 % entre février et juillet. L'inflation repose principalement sur la hausse conjointe des prix des services (+2,5 %) et des produits alimentaires (+2,4 %) et, dans une moindre mesure, sur celle des produits manufacturés (+0,4 %). En revanche, les prix de l'énergie sont en recul (-8,4 %).

En glissement annuel (juillet 2019 à juillet 2020), l'IPC progresse plus franchement à Mayotte (+1,2 %) qu'en Métropole (+0,8 %). Les prix de l'alimentation (+3,2 %), des services (+1,2 %) et des produits manufacturés (+1 %) se renchérissent tandis que ceux de l'énergie se replient (-6,7 %).

La demande d'emploi s'accélère



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

La demande d'emploi poursuit sa progression pour le sixième trimestre consécutif, et de manière plus prononcée ce trimestre. À fin juin 2020, Pôle emploi enregistre 15 003 demandeurs d'emploi en fin de mois de la catégorie A (DEFM A, CVS), soit une augmentation de 9,1 % par rapport au premier trimestre.

Cette évolution concerne toutes les catégories d'âge et particulièrement les moins de 25 ans pour lesquels les demandes d'emploi augmentent de 12,4 %. Contrairement aux trois trimestres précédents, les hommes sont davantage concernés par cette évolution (+11,6 % contre +7,9 %).

La hausse de la demande d'emploi est beaucoup plus marquée en glissement annuel. Au total, le nombre de DEFM A progresse de 19,4 % par rapport au deuxième trimestre 2019.

Le deuxième trimestre a également été marqué par un recours accru des entreprises au dispositif d'activité partielle, facilité par la mise en place de mesures exceptionnelles par le Gouvernement. Ainsi, 9 050 salariés en ont bénéficié en avril. Avec la reprise progressive de l'activité, ils ne sont plus que 3 430 en juin (données DARES).

Des tendances de consommation altérées par la Covid-19

Depuis la fin du premier trimestre, le confinement semble avoir bouleversé les habitudes de consommation des ménages.

En lien avec la période du ramadan, la consommation de produits courants se maintient, avec une légère diminution des importations au deuxième trimestre (-1 %). Mais, pour les autres types de biens, la consommation des ménages est en recul. Les importations de biens d'équipement du foyer et les immatriculations de véhicules neufs se contractent pour le deuxième trimestre consécutif (respectivement -15,8 % et -24,9 % par rapport au premier trimestre 2020).

Cette tendance se confirme également en glissement annuel. Alors que les importations de produits courants sont en hausse sensible (+12,1 %), les immatriculations de véhicules neufs et les importations de biens d'équipement enregistrent une baisse significative (respectivement -37,4 % et -23,4 %).

L'encours des crédits à la consommation, en constante progression depuis une longue période, se contracte ce trimestre. Il s'agit toutefois d'un léger repli (-1,6 %) qui ne freine pas la poursuite de la hausse en glissement annuel (+6,8 %). D'autre part, les comptes d'épargne connaissent une hausse notable, tant sur le trimestre (+12,1 %) qu'en glissement annuel (+18,4 %).

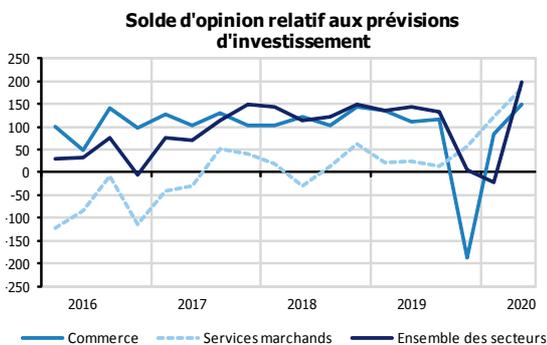
Importations de biens de consommation non durables

(En millions d'euros, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Rebond des intentions d'investissement des entreprises



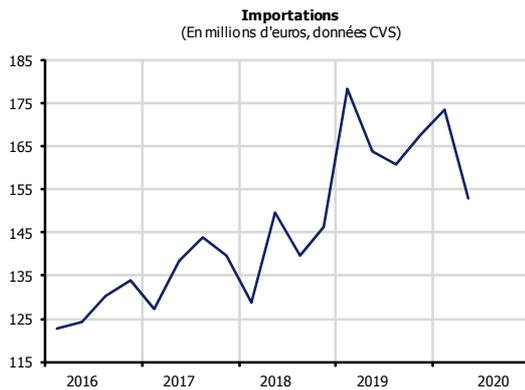
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les intentions d'investir des entreprises se relancent, contrairement aux deux trimestres précédents où elles avaient fortement chuté. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement augmente de 220,8 points et devient largement positif. Cet élan se confirme pour le deuxième trimestre consécutif dans les secteurs du commerce et des services (+65,6 et +63,5 points respectivement).

Cependant, les conséquences de la crise sanitaire contraignent les entreprises, malgré leur volonté affichée d'investir et de consolider leurs activités. Les indicateurs liés à l'investissement sont contrastés. La bonne tenue des indicateurs bancaires - les encours de crédits d'investissement retrouvant une dynamique positive (+10,6 %) tandis que les crédits à l'habitat maintiennent leur croissance (+3,5 %) - ne se reflète pas encore dans les concrétisations. Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires reculent respectivement de 10,6 % et 3 % par rapport au trimestre dernier.

Ainsi, les réalisations restent timides et les concrétisations tardent à s'inscrire dans la même tendance que celle des prévisions d'investissement.

Diminution des importations



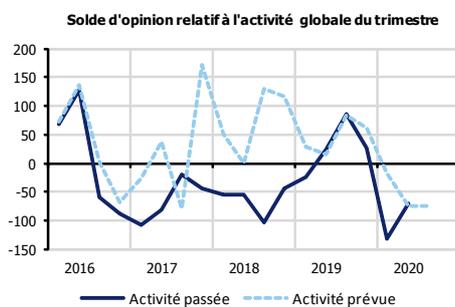
Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Après une augmentation pendant deux trimestres consécutifs, les importations sont en recul au deuxième trimestre 2020 (-11,8 %, CVS). La tendance reste aussi décroissante en glissement annuel, la valeur des importations étant en repli de 6,7 % par rapport au deuxième trimestre 2019.

Cette évolution est portée aussi bien par les ménages que par les entreprises. En effet, l'on observe une diminution des importations des biens d'équipement en général, tant ceux à vocation professionnelle que ceux destinés aux ménages. D'autre part, les importations de produits courants pour les ménages et celles de biens intermédiaires pour les entreprises sont relativement stables, même si l'on en observe une légère baisse.

Les exportations reculent sensiblement (-47,2 %) et atteignent leur niveau le plus bas depuis 2013.

L'activité globale ralentit sensiblement à cause de la crise sanitaire



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

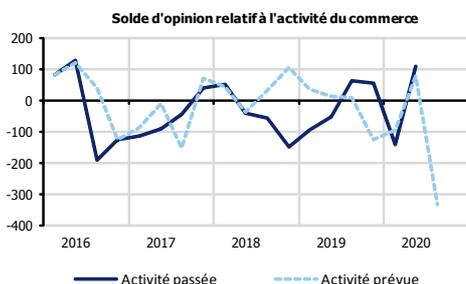
L'activité globale continue à se dégrader au deuxième trimestre mais de façon moins prononcée par rapport au premier trimestre. La dégradation des trésoreries observée fin 2019 s'est prolongée pendant les deux premiers trimestres de 2020, bien que les chefs d'entreprise déclarent une amélioration des délais de paiement.

Après une chute significative de l'embauche en début d'année, celle-ci retrouve à nouveau un niveau proche de sa moyenne de longue période au deuxième trimestre. Les perspectives pour le troisième trimestre sont cependant moroses et laissent entrevoir à nouveau un déclin de l'activité globale.

Un trimestre compliqué pour le BTP

Les chefs d'entreprise du BTP font état d'un effondrement de leur volume d'activité, ainsi que d'une dégradation de leur trésorerie et de leurs charges d'exploitation. Néanmoins, ils font état d'une amélioration des délais de paiement. Par ailleurs, l'embauche et les investissements ne semblent pas être pénalisés dans le secteur. Enfin, pour le prochain trimestre, les perspectives s'améliorent, les chefs d'entreprise anticipant un rebond de leur activité. Cette perception contraste avec une prévision de dégradation de leurs trésoreries.

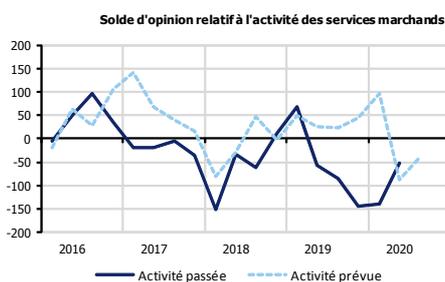
Une reprise pour le commerce avec la fin du confinement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Comme l'indiquaient les prévisions émises au premier trimestre, l'activité du secteur du commerce profite de la redynamisation de la consommation des ménages pour revenir à un niveau favorable. Les réalisations confirment ainsi la reprise espérée au précédent trimestre. Cependant, malgré une amélioration des délais de paiement, qui se poursuit depuis le début de l'année, les commerçants témoignent encore d'une dégradation des trésoreries, liée à l'alourdissement de leurs charges. Ils font également état des difficultés et du coût élevé de la mise en place des mesures de prévention de la Covid-19. Peu optimistes pour le prochain trimestre, ils anticipent une baisse importante de leur activité, conjuguée à l'alourdissement de leurs charges et un nouveau repli des embauches, déjà à la baisse ce trimestre.

Une activité dégradée pour le secteur tertiaire



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Comme les chefs d'entreprise l'anticipaient au trimestre précédent, l'activité du secteur tertiaire s'est dégradée. Cette détérioration est cependant moindre qu'au cours des trois trimestres antérieurs. Bien qu'ils déplorent l'allongement des délais de paiement, ils évoquent une trésorerie proche de sa moyenne de longue période, due en partie à une meilleure maîtrise de leurs charges. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise sont pessimistes quant à l'évolution de l'activité du secteur tertiaire. En dépit de ces fragilités, les prévisions d'investissement demeurent bien orientées.

La conjoncture régionale et internationale

LES PAYS DE LA ZONE TOUCHÉS DE PLEIN FOUET PAR LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

La récession de l'économie **sud-africaine** s'aggrave avec une baisse record de 51 % de son produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre 2020, sa quatrième contraction trimestrielle consécutive. Les mesures prises pour freiner la propagation du coronavirus ont engendré un repli sans précédent de la consommation des ménages. L'industrie, le commerce et les transports sont les secteurs les plus touchés par cette récession. La Banque centrale sud-africaine a décidé une nouvelle fois de baisser son taux directeur à 3,50 % en juillet 2020 (contre 6,25 % en janvier 2020).

L'**île Maurice** est également fortement impactée par les mesures prises pour endiguer la crise sanitaire liée à la Covid-19. Le bureau statistique estime que le PIB devrait se contracter de 13,0 % en 2020, la plus forte chute depuis 1980. Le tourisme constitue l'un des secteurs les plus affaiblis par ces mesures, notamment par la fermeture de ses frontières. La fréquentation touristique s'est ainsi contractée de moitié au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019.

À **Madagascar**, la pandémie de la Covid-19 continue de peser négativement sur les activités des entreprises au deuxième trimestre 2020, selon l'enquête de conjoncture économique de la Banque centrale malgache. Néanmoins, cette baisse générale a été moins importante que celle prévue lors de la précédente enquête du premier trimestre. Face à ce contexte économique, la Banque centrale a mis en place des mesures d'assouplissement quantitatif, afin de renforcer la disponibilité de la liquidité au niveau du système bancaire.

Aux **Seychelles**, le tourisme subit de plein fouet la fermeture des frontières, avec une fréquentation touristique quasi nulle au deuxième trimestre 2020. Les exportations reculent de 43 % sur un an.

L'activité économique des **iles des Comores** a continué de se contracter au deuxième trimestre 2020, avec l'effet du confinement lié à l'épidémie. Les échanges commerciaux ont de nouveau baissé de 12,7 % et les crédits accordés à l'économie s'inscrivent en repli de 4,4 % sur le trimestre.

Sources : Banques centrales, institutions nationales

L'ÉCONOMIE MONDIALE S'ENFONCE DANS UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juin 2020, le PIB mondial devrait se replier de 4,9 % en 2020. Ces perspectives ont été nettement revues à la baisse depuis avril puisque le FMI anticipait alors une contraction de 3 % sur l'année. Il convient toutefois de rappeler que ces prévisions présentent un degré d'incertitude élevé puisque le scénario retenu se base sur plusieurs hypothèses relatives à l'évolution de la pandémie dans le monde et à ses répercussions sur l'économie. En 2021, la croissance mondiale s'élèverait à 5,4 %, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à l'estimation d'avril. Le PIB mondial de 2021 ne dépasserait alors qu'à peine son niveau de 2019.

Aux États-Unis, le PIB a diminué de 9,5 % au deuxième trimestre 2020, en glissement trimestriel, après un recul de 1,3 % au premier trimestre. Cette chute s'explique principalement par la baisse marquée de la consommation des ménages (-10,1%) et de l'investissement privé (-15,5 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI anticipe une contraction du PIB de 8,0 %, nettement supérieure à la première estimation d'avril (-5,9 %).

Dans la zone euro, l'activité a baissé de 12,1 % au cours du deuxième trimestre. Il s'agit de loin du repli le plus important depuis le début des séries temporelles en 1995. A fin juin, le taux d'inflation s'est établi à 0,3 % tandis que le taux de chômage a retrouvé une tendance haussière au deuxième trimestre pour s'élever à 7,8 %. Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 10,2 % selon le FMI, avec des écarts marqués d'un pays à l'autre.

En France, le PIB a enregistré une contraction de 13,8 % au deuxième trimestre selon les premières estimations de l'Insee. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 11,0 % tandis que l'investissement a chuté de manière encore plus prononcée (-17,8 %). Les exportations ont également nettement reculé sur le trimestre (-25,5 %) et à un rythme plus soutenu que les importations (-17,3 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 12,5 % sur l'ensemble de l'année.

Au Japon, alors que l'économie n'avait été que modérément touchée par la crise sanitaire au premier trimestre (-0,9 %), le PIB s'est contracté de 7,8 % sur les trois mois suivants. Cette tendance s'explique principalement par le regain épidémique entre avril et juin qui a entraîné un net recul de la consommation des ménages (-8,2 %) et des exportations (-18,5 %), notamment dans le secteur automobile. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,8 % dans ses dernières estimations.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB décliner de 3,0 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays puisque si la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,0 % sur l'année, le Brésil et le Mexique verraient le leur se replier de respectivement 9,1 % et 10,5 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 août 2020.